

3140

REPUBLIQUE DU SENEGAL
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

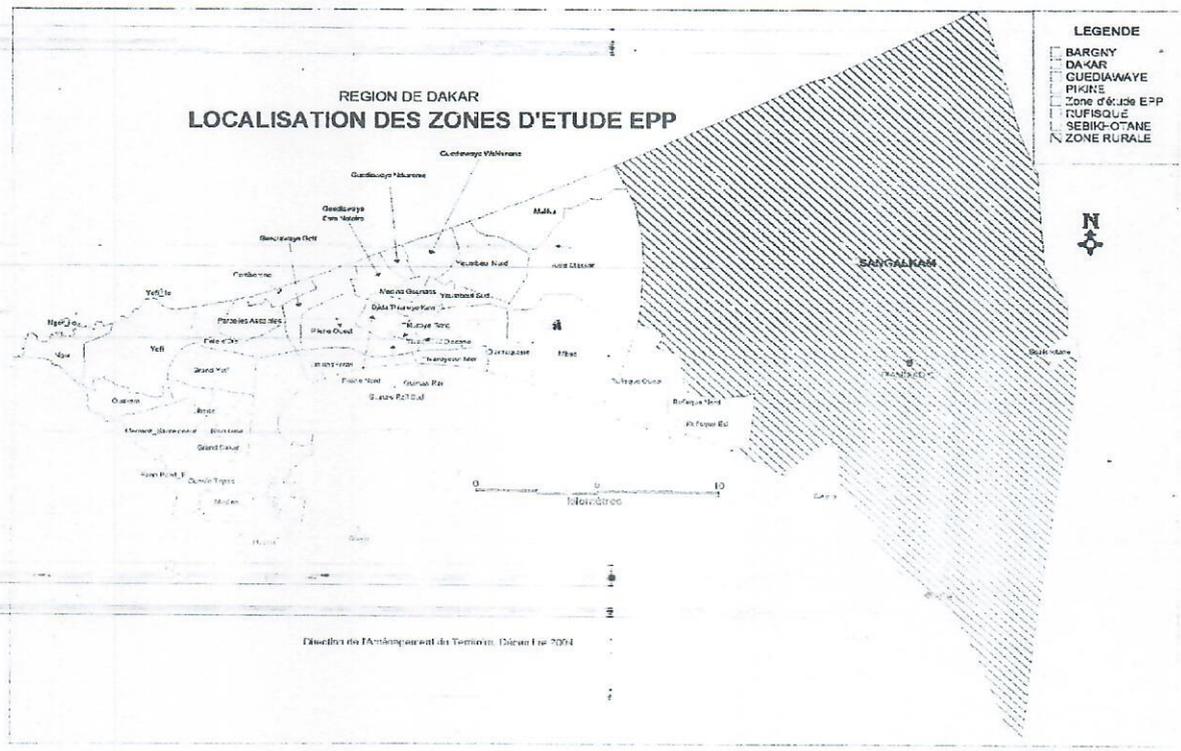
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

Agence du Fonds de Développement Social
(AFDS)
N°007/AFDS/2002

EVALUATION PARTICIPATIVE DE LA PAUVRETE

Région de Dakar
Département de Pikine
Commune d'arrondissement de Yeumbeul Sud

Quartier Thiaroye Kao 3A



RAPPORT D'ANALYSE
Version finale

APAPS
Agence pour la Promotion des Activités de Population - Sénégal

Yeumbeul, Novembre 2004

SOMMAIRE

I - INTRODUCTION	3
1.1. Contexte et justification des EPP	3
1.2 - Objectif de l'Evaluation	5
1.3 - Méthodologie des EPP	5
II-/ PRESENTATION	10
III-/ SITUATION DEMOGRAPHIQUE	10
3-1/ Caractéristiques de la population	10
3-2/ La migration	10
IV-/ CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES	11
4-1/ Secteurs d'activités selon le genre	11
4-2/ Le chômage	12
4-3/ Sources de financement	12
V-/ CARACTERISTIQUES DES SERVICES SOCIAUX DE BASE	12
5-1/ L'éducation	12
5-2/ Les services de la santé	13
5.3/ Accès à l'eau potable	13
5.4/ Nutrition	14
VI-/ ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE	14
6-1/ Habitat, assainissement, source d'énergie	14
6-2/ Assainissement	15
6-3/ Source d'énergie	15
VII-/ INFRASTRUCTURES ROUTIERES ET MOYENS DE TRANSPORT	15
7-1/ Infrastructures routières	15
7-2/ Moyens de transport	16
VIII-/ COMMUNICATION	16
8-1/ Canaux et supports de communication	16
8-2/ Atouts et contraintes de la communication	16
IX-/ ORGANISATION INSTITUTIONNELLE	19
9-1/ Organisation sociale	19
9-2/ Analyse institutionnelle	19
X-/ PAUVRETE	19
10-1/ Perception de la pauvreté en fonction des groupes cibles	19
10-2/ Classification socio-économique	20
10-3/ Analyses des causes et incidences de la pauvreté	21
10-4/ Analyse des contraintes et besoins des groupes cibles	24
10-5/ Les groupes vulnérables	25
XI-/ PRIORITES ET ORIENTATIONS DE DEVELOPPEMENT	27
11-1/ Atouts et potentialités du quartier	27
11-2/ Lutte contre la pauvreté : Perspectives et orientations	27
ANNEXES	30
I : Equipe technique de réalisation de l'EPP	30
II.1 - Liste de présence A3semblée villageoise	31
III - Cartes MARP	33
3.1 - Carte sociale	34
IV - Grille d'évaluation du village	34

Dakar demeure une expérience originale de partenariat avec les populations et autorités des collectivités locales de Sangalkam, Yenn, Yeumbeul Nord et Yeumbeul Sud.

La Commune d'arrondissement de Yeumbeul Sud, à l'instar des autres communes d'arrondissement de la région, a été instituée par l'article 77 de la loi 96-06 du 5 février 1996 qui réorganise le territoire communal de la Ville de Pikine en 16 communes d'arrondissement. Elle est née de la fusion des villages traditionnels de Thiaroye Kao et Yeumbeul auxquels se sont joints des développements urbains récents qui ont contribué à en faire une agglomération de près de 400 ha (ENDA, 2001) avec une population estimée à près de 90.000 habitants, à l'issue du RGPH réalisé en 2002.

Sa physionomie reste celle d'un habitat spontané qui se densifie¹ et, de surcroît, ne dispose d'aucun réseau d'assainissement. Faiblement desservie par le réseau routier, Yeumbeul Sud reste, par endroits difficilement accessible voire fortement enclavée avec une seule voie d'accès goudronnée, en dehors de la voie ferrée. Sa faible dotation en infrastructures et en équipements socio-communautaires contribue à réduire l'offre de services et le niveau de satisfaction de la demande sociale dans cette commune. A cela s'ajoute une émergence de stratégies communautaires dont l'efficacité reste incertaine pour garantir une satisfaction correcte des besoins des populations.

En outre, le cadre de vie semble y avoir beaucoup subi la marque de la pauvreté avec un système de prise en charge communautaire parfois anarchique et peu concluant dans le domaine de la gestion des eaux usées et des déchets domestiques. Il en résulte un accroissement de la morbidité dans la zone qui se traduit par un état de santé assez déplorable (fréquence des accès palustres, des dermatoses et des maladies diarrhéiques) devant le niveau de pollution avancé de la nappe et de l'eau potable.

Sur le plan économique, son insertion demeure aussi marginale avec un faible développement des activités économiques renforcé par le faible potentiel de création d'emplois des secteurs existants et la faible productivité du secteur qui transparait au vu des niveaux des revenus qui restent bas.

Sur le plan humain, le paysage de Yeumbeul Sud reste marqué par l'importance des groupes vulnérables et plus particulièrement par une montée de l'exclusion sociale avec comme corollaire l'importance des marginaux, la multiplication des sources d'insécurité (sur le plan physique, sanitaire, foncier, etc.).

Yeumbeul Sud apparaît en définitive comme une zone où les conditions de vie se résument à trois constats majeurs que sont: sous-intégration du cadre de vie, exclusion et marginalisation de la zone et de ses populations. Cet état d'indigence décelé au niveau de plusieurs poches urbaines semble certainement avoir convaincu la DPS à faire figurer la région de Dakar parmi les zones de pauvreté.

Sensible à cette situation, l'EPP prend le pari de relever le défi pour aider à identifier les leviers sur lesquels actionner pour aider la CA de Yeumbeul Sud à lever ces contraintes de façon à lui permettre de retrouver un dynamisme propre à favoriser la promotion du bien-être de ses populations. C'est à ce titre qu'il faut resituer la volonté de L'AFDS d'entreprendre de procéder à une évaluation participative de la pauvreté dans cette commune d'arrondissement.

¹ La densité moyenne pourrait être estimée à environ 235 hbts/ha

1.2 - Objectif de l'Evaluation

L'objectif global de l'EPP tel qu'il ressort des termes de référence de l'étude est de collecter des données aussi bien quantitatives que qualitatives permettant d'avoir une compréhension contextuelle plus approfondie des aspects de la pauvreté au niveau des quartiers et des quartiers afin d'aider à :

- Etablir une situation de référence sur la base des principaux indicateurs de pauvreté et disposer d'une base de données sur l'état de la situation de la pauvreté au niveau des quartiers ou des quartiers des communautés concernées ;
- Procéder à une classification des communautés selon leur degré de pauvreté en fonction des critères, variables critiques et indicateurs qui seront à la fois quantitatifs et qualitatifs ;
- Identifier au sein des communautés ciblées celles qui sont hors d'atteinte des structures financières décentralisées et qui seront les bénéficiaires de la composante 2b ;
- Confirmer que les communautés ciblées sont les plus pauvres et identifier les sous-groupes marginalisés/vulnérables au sein des communautés qui seront les bénéficiaires potentiels des composantes 1 et 3 du projet au cours de sa première phase ;
- Identifier l'ensemble de S.F.D évoluant dans la zone concernée (couverture géographique, données sur les statistiques financières cibles, produits et services...).

1.3 - Méthodologie des EPP

Cette évaluation des conditions de vie des populations se veut participative par essence. Sa spécificité a conduit à mettre en place une démarche appropriée de collecte d'informations en vue d'arriver à une analyse globale de l'ampleur du phénomène de la pauvreté dans la C.A. de Yeumbeul Sud. Cette démarche comprend la définition d'une stratégie de communication et de sensibilisation visant à mobiliser les différentes catégories de populations à la fois comme cibles de l'étude pour susciter leur adhésion et comme acteurs devant faciliter la conduite des opérations sur le terrain.

En outre, cette synergie reste un facteur déterminant dans la stratégie de collecte des données qui a été articulée de façon à pouvoir appréhender simultanément le phénomène au niveau communautaire, familial et individuel, ceci en mettant à contribution les populations elles-mêmes, les leaders d'opinion ainsi que les leaders communautaires et, non des moindres, les exécutants (encadrement des structures de l'Etat, personnel d'ONGs ou de projets/programmes, etc.). Cette approche est apparue intéressante pour avoir une vision plus approfondie et plus intégrée de la question à la fois dans ses déterminants et son impact mais surtout pour apprécier l'adéquation et la faisabilité (contraintes vs potentiel ; limites vs portée) des solutions préconisées en terme de développement individuel, local et communautaire.

Pour ce qui est de la sensibilisation, une démarche à 2 temps a été adoptée pour susciter l'adhésion des populations à la réalisation de l'évaluation ; celle-ci inclut :

- Une journée de mobilisation sociale des populations de la CA de Yeumbeul Sud, organisée par l'AFDS. avait pour but de renforcer le niveau d'information des autorités locales et coutumières sur les objectifs de l'étude, sur la méthodologie de collecte de données et sur le calendrier de réalisation des enquêtes. Accessoirement, elle visait

aussi à permettre aux équipes de terrain de nouer des contacts et de prendre rendez-vous avec les populations de leur localité. A cette fin, le calendrier de passage des équipes a été mis à la disposition des délégués de quartier pour information.

- Une sensibilisation de rappel : celle-ci s'est faite 2 jours avant la date retenue pour le passage de l'équipe dans le quartier de *Thiaroye Kao 3A*. Elle a été prise en charge par le Coordinateur de l'EPP assisté d'un facilitateur choisi parmi les enquêteurs ayant pris part aux opérations de délimitation et de classification des quartiers. Cette sensibilisation a consisté, entre autres, à rappeler, voire confirmer, la venue de l'équipe dans la localité et, d'autre part, à procéder à la vérification de la classification socio-économique des ménages opérée, auparavant, au niveau du quartier. Sa mise en oeuvre a permis de gagner un temps appréciable dans la conduite des opérations de collecte de données.

Plusieurs types d'opérations ont été combinés pour arriver à établir la situation de référence au niveau de chaque quartier, à savoir la délimitation des quartiers, l'établissement d'une typologie fondée sur des critères retenus de concert avec l'AFDS², la classification socio-économique des ménages pour chacun d'entre ces quartiers et, enfin, le recueil de données qualitatives et quantitatives au niveau des quartiers sélectionnés sur la base desdits critères.

La classification socio-économique avait pour objectif de discuter avec des informateurs bien au fait des réalités locales pour établir une classification des ménages de la localité selon les 4 catégories que sont : les Riches, les Moyens, les Pauvres et les Très pauvres. Pour ce faire, la démarche a consisté à réunir autour du Délégué de quartier, des personnes avisées à qui on a laissé le soin d'établir les critères de classification, c'est-à-dire de définir ce qu'elles entendaient par chacune des catégorisations retenues.

Tableau n° 1: Critères de catégorisation retenus pour classer les ménages à Thiaroye Kao 3A

Riche	<ul style="list-style-type: none"> - Emigré en Europe - Avoir une maison en location - Possession de magasin
Moyen	<ul style="list-style-type: none"> - Revenu stable - Alimentation régulière - Couverture sanitaire normale
Pauvres	<ul style="list-style-type: none"> - Pas d'alimentation régulière - Pas de revenu stable - Débrouiller tout le temps
Très pauvre	<ul style="list-style-type: none"> - Irrégularité des repas - Exclusion des enfants à l'école par manque de fournitures

Source : EPP – APAPS, 2003

Le tableau ci-dessus récapitule les différentes acceptions avancées pour catégoriser la situation socio-économique des ménages. Partant de ces critères, le poids de chaque classe socio-économique a été mis en évidence pour aider, sur une base de représentativité, au tirage des ménages de l'échantillon devant servir au recueil des données quantitatives (questionnaire ménage)³.

² Notamment, les caractéristiques des quartiers comme le nombre de concessions et de ménages, la répartition de la population par sexe, la typologie de l'habitat, la présence de zones inondables et l'existence de projets de d'intervention.

³ La liste des ménages classés selon les 4 catégories socio-économiques est jointe en annexe.

Tableau n°2 : Mode de tirage de l'échantillon des ménages selon la catégorie socio-économique

	CATEGORIES / CLASSES				ENSEMBLE
	RICHE	MOYEN	PAUVRE	TRES PAUVRE	
Nombre total de ménages du quartier	2	2	43	49	96
Pourcentage	2,0	2,0	45,0	51	100%
Nombre de ménages échantillons	1	1	5	6	13
Pas de sondage	1/2	1/2	1/8	1/8	

Source : EPP – APAPS, 2003

Ce tableau n° 2 donne, à la suite de la classification établie dans la localité, la ventilation des questionnaires ménages qui en résulte. On y retrouve aussi le pas de sondage qui oriente l'agent enquêteur, dans le tirage, sur une base équitable, des ménages à enquêter.

La collecte de données proprement dite s'est déroulée en 2 jours, du 29 au 30 octobre 2003 et a été réalisée par une équipe d'enquêteurs composée des 2 agents chargés de recueillir des données qualitatives et 2 autres formés pour administrer le questionnaire ménage (volet quantitatif). En plus, les questionnaires remis aux responsables des structures (école, santé, SFD), pour remplissage, ont fait l'objet de contrôle par les chefs d'équipe et, au besoin, de discussions avant d'être acceptés.

Dans le cadre du recueil de données qualitatives, différentes opérations ont été menées auprès des populations regroupées à la place du quartier. Celles-ci incluent une Assemblée de quartier et des focus groups au nombre de 3 tenus avec chacune des catégories cibles que sont les femmes, les jeunes et les hommes adultes ou notables.

L'Assemblée de quartier a été le premier contact avec les populations. Outre les enquêteurs, elle a réuni une cinquantaine de personnes. La discussion, à ce niveau, a porté sur le rappel des objectifs de l'EPP et sur la participation attendue des populations. Cette rencontre a également permis d'identifier les leaders locaux et communautaires (politique, religieux, et ceux du mouvement associatif) et d'en retenir quelques uns pour des entretiens individuels approfondis (EIA) sur la base de grille d'entretien préparée à cette fin. Le questionnaire quartier a été rempli durant cette assemblée.

A la suite de cette assemblée qui a duré près de 2 heures, et qui a permis, entre autres, d'apporter des clarifications sur les buts poursuivis et sur la stratégie d'intervention de l'AFDS, les populations ont été scindées en 3 groupes spécifiques (hommes adultes, femmes, jeunes) et ont été invitées à partager leurs perceptions et opinions avec les enquêteurs qualitatifs au cours des séances de focus groups.

Parallèlement, une équipe de 2 enquêteurs quantitatifs s'est rendue dans les concessions retenues dans l'échantillon pour réaliser l'enquête quantitative (ou enquête ménage). Le recueil des données quantitatives a consisté essentiellement en l'administration, par ces enquêteurs, du questionnaire ménage auprès de 13 chefs de ménages du quartier. Les données collectées ont été exploitées de façon manuelle au moyen d'une fiche de dépouillement confectionnée à cette fin par les agents responsables de ce volet quantitatif. Cette fiche a contribué énormément au remplissage de la grille d'évaluation confectionnée par l'AFDS.

Toutes ces activités ont été supervisées par le Coordinateur de l'étude et par 3 experts, mobilisés tout au long de l'étude⁴ pour contrôler la qualité du travail et pour encadrer les travaux de rédaction des pré-rapports. Il revenait également à ces personnes ressources le soin d'évaluer ces documents et de les finaliser en rapport avec les enquêteurs qualitatifs.

Enfin, des démarches ont été entreprises auprès des agents de l'Etat en service dans la commune d'arrondissement ou intervenant dans des ONGs, programmes ou projets dans le but de recueillir des informations plus complètes sur certains problèmes évoqués par les populations ou pour avoir un point de vue différent sur la prise en charge de ces problèmes

La logique globale d'articulation des opérations de collecte est résumée dans le diagramme de la figure n° 1 de la page suivante. Celui-ci établit une mise en cohérence entre les niveaux d'observation et d'analyse du phénomène de la pauvreté et les objectifs assignés à l'étude ; il permet de ce fait d'appréhender, si besoin est, les implications éventuelles que les résultats de l'EPP laissent entrevoir en terme d'action et d'orientation stratégique.

Le présent rapport présente les principaux enseignements tirés de cette évaluation. Il a été rédigé sur place par les enquêteurs qualitatifs, avec l'appui d'un secrétariat mis en place à cette fin. Les travaux de rédaction ont été supervisés par les experts pré-cités qui se sont chargés d'en évaluer la qualité et de proposer les corrections appropriées. Le document a été par la suite finalisé sur le terrain par l'équipe d'exécution technique de l'APAPS.

Les principales conclusions contenues dans ce rapport ont été présentées aux populations selon un triple schéma comprenant une première restitution à la fin de chaque focus organisé dans le quartier pour valider les conclusions, une journée de présentation des résultats aux responsables de l'AFDS et, enfin, un atelier organisé à l'intention des Délégués de quartier et des conseillers municipaux pour leur permettre de s'approprier les résultats de l'EPP dans la CA de Yeumbeul Sud.

Le plan du rapport s'inspire du canevas de rédaction proposé par l'AFDS ; lequel a été légèrement modifié pour faire ressortir les dimensions importantes de la pauvreté dans la population de Thiaroye Kao 3A.

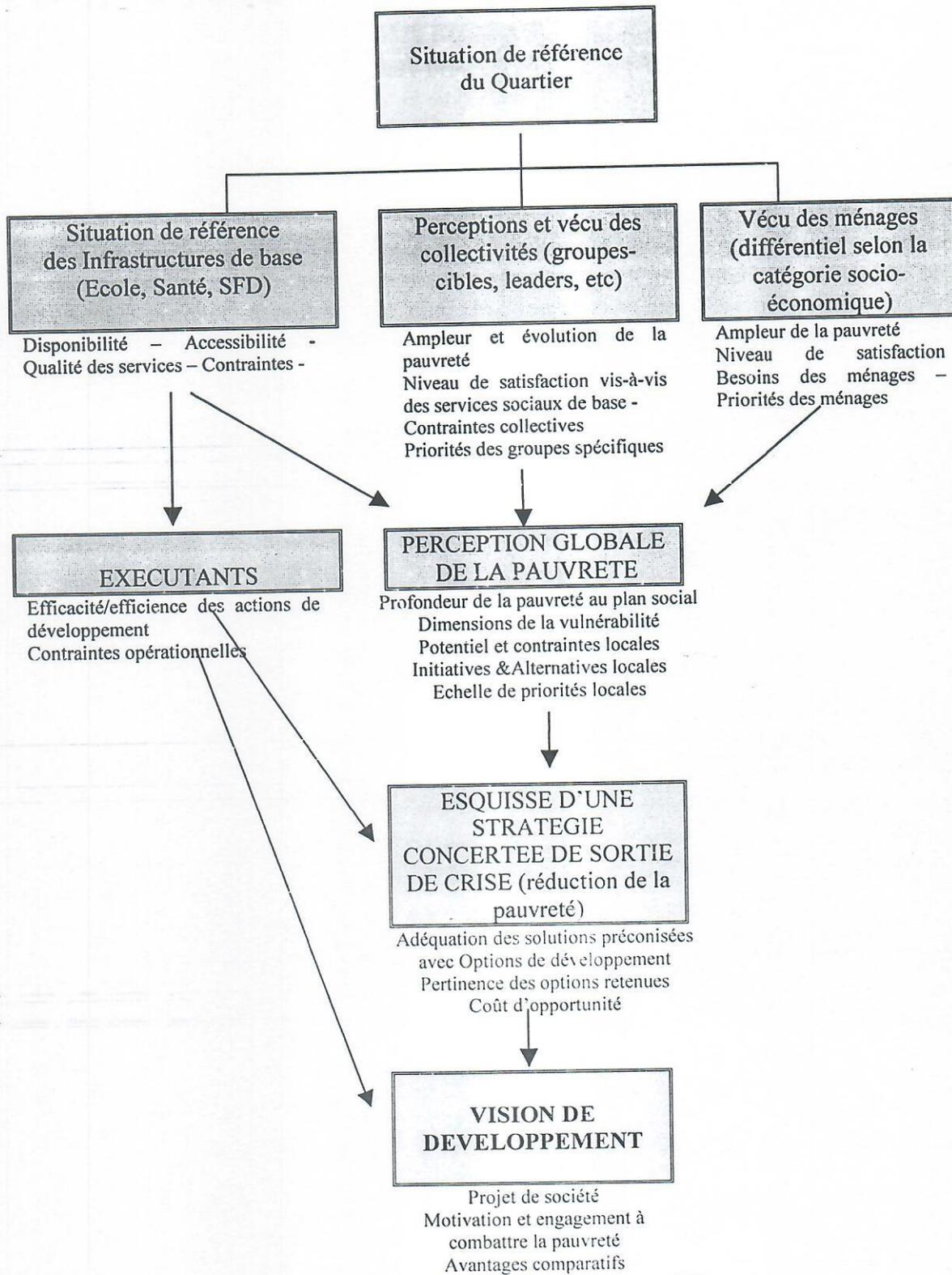
⁴ L'étude a mobilisé 3 experts spécialisés, respectivement, en Analyses qualitatives de la pauvreté, en Genre et SFD et en Gestion des bases de données qui devaient chacun encadrer une équipe d'enquêteurs.

Figure n° 1 : Evaluation de la pauvreté au niveau communautaire : approche méthodologique

PHASE DIAGNOSTIQUE

PHASE

PHASE DE PREVISIONS



II-/ PRESENTATION

Le quartier de Thiaroye Kao 3 dépend administrativement de la commune d'arrondissement de Yeumbeul Sud. Il est limité à l'ouest par l'usine des Eaux, à l'est par Yeumbeul, au nord par Thiaroye Minamé et au sud par la route bitumée Malika Yeumbeul.

La création du quartier remonte à l'année 1970. La genèse du processus de peuplement révèle que les premiers habitants venaient des quartiers de Colobane, Médina, HLM et Yarakh. La plupart de ces chefs de ménage ont élu domicile à Thiaroye Kao 3 à cause des prix très abordables des terrains qui variaient entre 25.000 et 35.000 FCFA. Ces gens ont donc préféré quitter les grandes maisons familiales de ces quartiers peuplés de Dakar qui commençaient à secréter la promiscuité pour disposer eux-mêmes de leur propre toit. Par contre, d'autres sont venus s'installer dans la zone parce que ayant été victimes de déguerpissement pour les besoins d'aménagement urbain de la capitale.

En définitive, ce sont des familles de conditions sociales très modestes qui sont venues s'installer dans la périphérie de Thiaroye pour créer le quartier. Leur installation dans la zone a contribué à aggraver leur état de pauvreté dans la mesure où la zone n'a été ni lotie, ni viabilisée au préalable, ce qui explique que le quartier ait mal négocié son insertion dans l'urbanisation avec un sérieux déficit en infrastructures sociales de base (éducation, sanitaire, assainissement, routes).

III-/ SITUATION DEMOGRAPHIQUE

3-1/ Caractéristiques de la population

L'effectif de la population du quartier de Thiaroye Kao 3 est estimé à 1.348 habitants répartis dans 91 concessions où vivent 168 ménages. Les femmes dirigent 46% de ces ménages et constituent 47% de la population, ce qui traduit une prédominance des hommes contrairement à la tendance nationale. Les jeunes de moins de 20 ans représentent moins de la moitié de la population avec une proportion de 48%. La population active composée des habitants de la branche d'âge 13 - 59 ans constitue une proportion de 67%.

Sur le plan ethnique, le quartier est majoritairement composé de wolof avec la présence d'autres ethnies comme les pular, les sérère et les diola. Cette population multi-ethnique pratique dans sa majorité la religion musulmane. Cependant, il existe au sein du quartier une faible communauté chrétienne qui constitue moins de 1% de la population.

3-2/ La migration

Le quartier offre très peu d'opportunités aux jeunes en matière d'emplois. De plus en plus, les jeunes émigrent vers certains pays de la sous-région ouest africain comme le Mali, la Mauritanie, la Guinée Bissau, .. et même en Afrique Centrale. Certains même se sont installés hors de l'Afrique, en Europe particulièrement en Italie, et aux USA. Le quartier compte une vingtaine d'émigrés. Ces derniers contribuent certes à l'entretien et à l'amélioration des conditions de vie de leurs familles (23% des ménages bénéficient de revenus de transfert monétaire). Cependant, ils n'ont encore rien réalisé à l'échelle du quartier et préfèrent investir ailleurs.

Le flux des arrivées est très faible et concerne ceux qui viennent des autres quartiers de la banlieue ou même de l'intérieur du pays, encouragés par la modestie du coût du loyer à Thiaroye Kao 3. Le quartier ne présente pas beaucoup d'attraction surtout dans le domaine du transport, il est très difficile d'accès.

IV-/CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES

4-1/ Secteurs d'activités selon le genre

Dans le quartier de Thiaroye Kao 3, le secteur informel occupe l'essentiel des travailleurs. Les principaux domaines d'activités sont le commerce, les petits métiers et l'artisanat.

4-1-1/Le commerce

Le commerce est l'activité la plus pratiquée dans le quartier de Thiaroye Kao 3. En fait, la localité ne dispose pas de potentialités favorables à la diversification des activités économiques. Le commerce occupe plus de la moitié des actifs occupés, une bonne partie des hommes et la presque totalité des femmes. Les produits commercialisés sont variés : les poissons, les légumes, l'eau glacée, etc. Les femmes exercent leurs activités commerciales au sein du quartier. Mais pour la plupart, les lieux d'approvisionnement sont très éloignés. Pour les hommes, les lieux d'approvisionnement comme les lieux de vente sont éloignés du quartier. Ce qui fait qu'ils sont confrontés à de sérieux problèmes de transport liés à vicissitudes des moyens de transport en commun telles que l'enclavement du quartier, les embouteillages et le sectionnement des trajets. Ces problèmes se répercutent sur leurs marges bénéficiaires à cause du renchérissement de leurs frais de transport.

Les femmes vendeuses de poisson s'approvisionnent au niveau du marché central aux poissons et sillonnent les rues des cités, de la banlieue toute la journée pour vendre leurs produits. Leurs revenus tournent autour de 1.000 à 3.000 FCFA la journée. Celles qui pratiquent le commerce ambulancier le font parce qu'elles n'ont pas les moyens de louer une cantine au marché et de s'acquitter des taxes.

Généralement, les femmes font du micro-commerce qui leur procure de faibles revenus allant de 500 à 2.000 FCFA par jour. Les fonds destinés à l'approvisionnement en marchandises entrent souvent dans les dépenses du ménage. Ce qui réduit leurs capacités d'épargne et menace la pérennité de leurs activités.

Les hommes tiennent les 15 boutiques que compte le quartier. La plupart d'entre eux pratiquent du commerce comme une activité secondaire. Face à la rareté des marchés, les ouvriers et les artisans s'adonnent également au commerce.

4-1-2/Les métiers du bâtiment

Du fait de la forte déperdition scolaire, les jeunes s'initient très tôt aux métiers du bâtiment, surtout à la maçonnerie. Leur formation est assurée par les ouvriers du quartier. Cependant, la rareté des chantiers de construction les pousse à émigrer dans la sous-région ou d'associer le commerce à la pratique de leur métier. Leurs revenus tournent autour de 1.000 F à 2.500 F par journée de travail. De plus, la main d'œuvre devient de plus en plus sous-payée

du fait de la sous-traitance. Il n'y a pas d'organisation ou de structure qui les regroupe pour les aider à faire face aux effets pervers de la sous-traitance.

4-1-3/L'artisanat

L'artisanat est surtout pratiqué par les femmes à travers la couture, la teinture et la coiffure. Les femmes qui pratiquent ces métiers sont confrontées à l'insuffisance des moyens de production, les équipements pour la couture et la coiffure coûtent cher. Celles qui ont des machines à coudre déplorent la cherté de l'électricité. Les coiffeuses ne peuvent même pas s'octroyer le matériel, elles se débrouillent avec les moyens de bord. Leurs revenus sont liés au calendrier des fêtes. C'est ainsi qu'ils peuvent avoisiner 50.000 F CFA par occasion. Le quartier compte une monitrice en coupe/couture. De plus en plus, les jeunes femmes s'intéressent aux métiers traditionnellement réservés aux hommes. Ainsi, le quartier compte une photographe et une mécanicienne.

4-2/ Le chômage

Le rapport du nombre d'actifs occupés sur la population active donne un taux de chômage supérieur à 60% d'après les données de l'enquête ménage. Ceci montre à l'évidence que le chômage se présente avec acuité à Thiaroye Kao 3. La plupart des ouvriers du bâtiment et des artisans sont obligés de s'adonner au micro-commerce pour avoir des revenus assez substantiels pour pallier au manque de marché. D'autre part, le quartier regorge de diplômés de l'enseignement supérieur qui sont au chômage : Parmi ces diplômés, on compte un licencié en anglais, un titulaire de DEA en biologie, un titulaire du DEUG en géographie, un pharmacien, etc.. Beaucoup d'étudiants ont abandonné leurs études par manque de moyens et sont obligés d'exercer le métier de manœuvre ou de vendeur ambulancier.

4-3/ Sources de financement

La tontine représente la principale source de financement des OCB. Cependant, des habitants surtout des femmes, ayant adhéré individuellement à des mutuelles d'épargne et de crédit telles que le PAMECAS ou l'UNACOIS, ont pu bénéficier de prêts. Pour les OCB, sur les 9 que compte le quartier seules 2 ont adhéré au PAMECAS et une seule a bénéficié de crédit de la part de cette mutuelle. Les conditions d'acquisition de crédit auprès des systèmes financiers décentralisés (SFD) sont jugées très contraignantes par les femmes (délais de remboursement courts, taux d'intérêt élevés et l'exigence de garantie souvent constituée de leurs moyens de production comme les réfrigérateurs, machines à coudre). Ce sont ces raisons qui découragent l'adhésion et poussent à la suspension des adhésions à de ces SFD.

V-/ CARACTERISTIQUES DES SERVICES SOCIAUX DE BASE

5-1/ L'éducation

Le quartier de Thiaroye Kao 3 ne dispose pas d'école élémentaire. Les enfants fréquentent les écoles situées à Guédiawaye, Thiaroye ou Yeumbeul sur des distances allant de 1 à 1,5 km. Ces écoles sont caractérisées par l'application du double-flux et la pléthore des effectifs. D'après les résultats de l'enquête ménage, les taux de scolarisation sont de 92% pour les garçons contre 78% pour les filles. Si les taux de scolarisation sont relativement élevés chez les enfants âgés de 6 à 12 ans, en revanche, la déperdition scolaire est très forte au delà de ce dernier âge à cause des échecs à l'examen d'entrée en 6^e. De plus, les modestes revenus

des parents ne leur permettent pas d'envoyer leurs enfants dans les écoles privées où la mensualité tourne généralement autour de 9.000 à 12.000 FCFA. C'est pourquoi beaucoup d'enfants commencent précocement l'apprentissage des métiers. Les enfants qui ont réussi à l'examen d'entrée en 6^e fréquentent les CEM de Guédiawaye situés à plus de 2 km.

Le quartier compte une école arabe et une école coranique qui initient les enfants à la langue arabe et leur assurent l'apprentissage du Saint Coran et des pratiques culturelles de l'Islam.

Chez les adultes, le taux de scolarisation atteint 48%. Le taux d'alphabétisation est de 43% pour les femmes contre 78% chez les hommes. Cette alphabétisation est le fruit de l'éducation en français et en arabe qu'ils ont reçu pendant leur enfance.

5-2/ Les services de la santé

Le quartier de Thiaroye Kao 3 ne dispose pas de structure sanitaire et ne compte pas de personnel médical parmi ses résidents. Les populations fréquentent le poste de santé Miname Thiaroye et de Wakinane Nimzatt situés tous les deux à plus de 2 km du quartier. Les femmes font leur accouchement à la maternité de Yeumbeul situé à près de 3 km, ou au centre de santé du " Roi Baudoin" de Guédiawaye à 4 km. D'après les résultats de l'enquête ménage, la totalité des accouchements qui ont lieu au cours des 12 derniers mois ont été effectués dans une structure sanitaire. Cependant, il est ressorti des discussions de groupe que les accouchements à domicile sont assez fréquents dans le quartier. Les femmes accouchent sans assistance médicale et c'est par la suite qu'elles vont se faire consulter dans les formations sanitaires. Les résultats de l'enquête ménage ont révélé que la totalité des femmes ont effectué au moins une consultation prénatale alors que seules 50% d'entre elles ont effectué des consultations post-natales. Malgré l'éloignement des structures sanitaires, la presque totalité des maladies sont soignées dans une formation sanitaire.

La maladie la plus fréquente est le paludisme, en moyenne, il y a 5 cas par ménage et par an. Cette affection constitue la cause de 82% des cas de maladies enregistrés au cours des 12 derniers mois au sein du quartier.

Les postes de santé mènent des programmes de sensibilisation sur la santé de la reproduction : IST/ Sida, planning familiale, grossesses précoces, etc.. Les femmes sont souvent invitées aux séances d'IEC. Par ailleurs, la médecine traditionnelle est parallèlement utilisée par les populations du quartier de Thiaroye Kao 3.

5.3/ Accès à l'eau potable

Le quartier est connecté au réseau d'adduction d'eau de la SDE. Le réseau est alimenté à partir du forage de l'usine des eaux de Thiaroye. Près de 62% des ménages bénéficient d'un branchement à domicile grâce au programme de branchements sociaux initié par l'Etat durant ces 5 dernières années. Par ailleurs, 23% des ménages s'approvisionnent en eau à partir des 3 bornes fontaines disséminées à travers le quartier. Les prix de l'eau pratiqués au niveau de ces bornes fontaines sont de 25 FCFA pour la bassine de 20 litres et 15 FCFA le seau. On relève aussi l'existence de 3 puits protégés qui assurent l'alimentation en eau de 15% des ménages. Cependant, la qualité de l'eau tirée de ces puits est douteuse car les fosses perdues constituent le principal mode d'évacuation des excréta dans le quartier avec tous les risques de pollution

de la nappe phréatique. C'est ainsi que, selon des informations obtenues auprès des populations, le taux de nitrate serait très élevé et dépasserait la norme OMS (50 g/ litres).

Les populations déplorent aussi le coût très élevé de l'eau. En effet, la partie de la consommation d'eau facturée au tarif le plus bas, appelée la tranche sociale est limitée à 20m³. Or en raison de la taille élevée des ménages pauvres leur consommation totale d'eau par bimestre dépasse de loin cette limite ce qui les placent dans les tarifs élevés.

La consommation moyenne d'eau par personne et par jour est évaluée à 26 litres selon les données issues de l'enquête ménage. Ce taux est relativement proche de la moyenne nationale (28 litres : source DSRP, 2002) mais il est en deçà de la norme OMS (35 litres).

5.4/ Nutrition

Dans le quartier, le régime alimentaire est essentiellement à base de céréales (riz, mil). La consommation de légumes et de viande est très faible. Les revenus étant limités, les populations n'arrivent pas à assurer, de manière régulière, la quantité et la qualité d'alimentaire nécessaire pour garantir leur niveau nutritionnel et donc sanitaire. La plupart des ménages ne préparent pas plus de 2 repas par jour (petit déjeuner et déjeuner). Certains réservent une partie du déjeuner pour le dîner. La restauration de rue gagne de l'ampleur, car, les populations ont recours de plus en plus à ce palliatif pour le dîner

Les bébés sont nourris exclusivement au lait maternel jusqu'à l'âge de 4 à 5 mois avec une introduction progressive des plats familiaux. C'est ainsi qu'on note des retards de croissance dus à la sous-alimentation. En effet, les données de l'enquête ménage révèlent un taux de malnutrition de 12%.

VI-/ ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE

6-1/ Habitat, assainissement, source d'énergie

6-1-1/ Habitat

Le quartier de Thiaroye Kao 3 n'est pas loti. Il est à l'image de nombreux autres quartiers de la commune d'arrondissement de Yeumbeul Sud. Le fait que ce quartier n'a pas été loti a engendré de nombreux problèmes tels que l'inaccessibilité des moyens de transport au quartier et l'anarchie qui règne dans la construction des habitations.

Toutes les constructions sont dures mais avec des toits en tuile, d'après l'enquête ménage. Cependant, il faut noter l'état d'insalubrité et de précarité des habitations.

Près de 85% des chefs de ménages sont propriétaires de leurs concessions alors que 8% d'entre eux sont des locataires. Les 7% restants sont hébergés dans les concessions où ils vivent.

Les locataires rencontrent parfois des difficultés pour s'acquitter régulièrement de leur loyer en raison de l'instabilité de leurs revenus. Sur le plan de l'équipement de matériels électro-ménagers la plupart des ménages en sont dépourvus. Seulement, près de 8% des ménages disposent de matériels comme un réfrigérateur ou une machine à coudre ou une voiture. Cela est dû, en fait au faible pouvoir d'achat des populations du quartier.

Le quartier est connecté au réseau téléphonique de la Sonatel, mais 31% seulement des ménages disposent de téléphones fixes. L'avènement du téléphone mobile a fait que le pourcentage de personnes ayant accès au téléphone est plus élevé. En effet, près de 46% des ménages ont au moins un membre disposant de téléphones portables. Il existe aussi deux télécentres privés dans le quartier et près de 53% des ménages font recours à leurs services.

La promiscuité n'est pas présente dans le quartier. Le nombre de personnes par chambre est 2. En effet, les jeunes de ce quartier ont tendance plutôt à émigrer dans la sous-région ou à l'extérieur.

6-2/ Assainissement

L'insalubrité est très avancée dans le quartier. Presque tous les ménages déversent leurs eaux usées sur la voie publique. De même, 77% des ménages vidant leurs fosses septiques dans des trous creusés dans la rue ou dans l'enceinte des concessions. Cette pratique favorise la propagation des maladies liées au péril fécal

Quant aux ordures ménagères, il existe un système de ramassage dans le quartier. Le ramassage est assuré par un camion de l'APRODAK qui passe tous les jours la long la route bitumée. Les ménages qui sont éloignés de la route, louent des charrettes afin d'acheminer les ordures sur le bord de la route.

6-3/ Source d'énergie

Le gaz est la principale source d'énergie utilisée pour faire la cuisine. Quant les moyens ne permettent pas d'acheter le gaz, les ménages se rabattent sur le charbon de bois. Quant au bois de chauffe, il est surtout utilisé à l'occasion des festivités ou par les femmes vendeuses de couscous. Ces dernières jugent que le bois est beaucoup plus économique pour pouvoir tirer le maximum de profit de cette activité.

Il n'y a pas d'éclairage public à Thiaroye Kao 3, ce qui favorise l'insécurité qui y est très présente. Les populations déplorent les nombreux cas d'agression et de vols répétés dont elles sont victimes.

Par contre, près de 77% des ménages ont l'électricité alors que 23% s'éclairent à partir de bougie. En effet, en milieu péri-urbain, il n'est pas rare de rencontrer des ménages qui ne parviennent pas à se connecter au réseau électrique de la SENELEC à cause de la faiblesse de leurs revenus.

VII-/ INFRASTRUCTURES ROUTIERES ET MOYENS DE TRANSPORT

7-1/ Infrastructures routières

Le quartier de Thiaroye Kao 3 se situe à près de 1 km de la route bitumée reliant Yeumbeul – Keur Massar. Mais il existe une route latéritique dans le quartier. Seulement, il faut noter que cette route est dans un état de dégradation très avancé. Elle tend à être envahie par le sable, ce qui rend difficile l'accès des voitures au quartier.

7-2/ Moyens de transport

Les taxis brousses ou "clando" et les charrettes accèdent beaucoup plus facilement dans le quartier, grâce à la route latéritique qui traverse le quartier. Les transports collectifs sont pour l'essentiel composés de "cars rapides", de "ndiaga ndiaye" et du bus (ligne 16) de l'entreprise "Dakar Dem Dim".

A l'instar des populations des autres quartiers de la zone de Yeumbeul, les habitants de Thiaroye-Kao 3 déplorent les nombreuses difficultés rencontrées lors de l'utilisation des moyens de transport. Les embouteillages et la segmentation des trajets par les transporteurs constituent un véritable handicap pour les populations qui empruntent les moyens de transport en commun. Les tarifs sont doublés voire triplés, en période de pointe pour aller de Yeumbeul au centre ville. De plus, la longueur de la durée du trajet, qui peut aller jusqu'à 3 h d'après certaines vendeuses au marché de Sandaga constitue une contrainte de taille pour tous.

VIII-/ COMMUNICATION

8-1/ Canaux et supports de communication

La radio constitue le principal canal de communication dans le quartier. Près de 85% des ménages s'informent à partir de ce moyen de communication. Les chaînes les plus écoutées dans ce quartier, sont les stations Walf Fadjri, la chaîne Nationale et Sud Fm.

La communication passe aussi par les OCB du quartier. Il existe aussi une association des handicapés qui diffuse tous les 15 jours une émission animée par un handicapé (Ami Diop) sur la radio "Oxy Jeune". Cette émission consiste à sensibiliser les habitants du quartier sur des thèmes tels que les IST / Sida, les grossesses précoces, etc.. De même, une troupe théâtrale du quartier appelée "Campagne culturelle" est invitée lors des cérémonies familiales pour sensibiliser les populations sur les IST / Sida, sur la citoyenneté, sur la lutte contre la pauvreté, ... Quant au réseau téléphonique, il n'est pas encore bien développé dans le quartier.

8-2/ Atouts et contraintes de la communication

Les contraintes à la communication sont surtout liées à la difficulté à mobiliser les populations à certaines heures de la matinée surtout les femmes. En effet, elles partent très tôt le matin pour converger vers les marchés de Dakar en vue d'exercer leur petit commerce.

Par ailleurs, l'analphabétisme ainsi que la faiblesse du pouvoir d'achat des populations font que la presse écrite est très peu lue. Par contre, les avantages à la communication se trouvent dans l'existence d'un mouvement associatif dynamique. C'est ainsi que les OCB qui s'activent dans le quartier constituent des cadres privilégiés de concertation, d'échange et de convivialité.

Tableau n°3 : Caractéristiques des OCB du quartier de Thiarye Kao 3

OCB	Activités	réalisations	Sources financement	Contraintes	Perspectives / besoins
Mbotaye "Sope Nabi" Créé il y a 10 ans membres 120 femmes	Petit commerce	Tontine de 60.000 FCFA au grés des cérémonies	Cotisation de 500 F par membre à l'occasion des cérémonies	Insuffisance des sommes collectées pour appuyer la bénéficiaire	
Mbotaye "Takku Ligguey" Créé il y a 6 ans Membres : 80 femmes	Petit commerce Teinture	-Une tontine de 120.000 F / semaine -Compte au PAMECAS de Guédiawaye	Cotisations Pénalités	Manque de moyens de production pour la pratique de la teinture -insuffisance des moyens financiers	Mise en place d'un centre de teinturerie
Membre 32 femmes dont une monitrice en couture	Petit commerce Couture	-Coopérative d'achat -Compte au PAMECAS Guédiawaye	-bénéficié à 3 reprise de crédit de 200.000 F de PAMECAS -crédits individuels de 50.000 F de PAMECAS -recettes générées par la coopérative d'achat	Suspension des demandes de crédits au PAMECAS depuis 2 ans à cause des conditions jugées très contraignantes par les membres	Mise en place d'un GEC
Groupement "Takku liguéy Amy Diouf" Membres : 60 jeunes femmes	-Petit commerce -Coiffure (3 femmes) -Couture (5 femmes) -Teinture (5 femmes) Photographie (1 femme)	Tontine de 150.000 F / semaine + don en nature (diamra) -Nattou xew de 40.000 F / cérémonie	Cotisation de 250 F/ membre par semaine et 1.000 F / membre par cérémonie -Caisse alimentée par les pénalités et un prélèvement de 2.500 F sur le montant de la tontine chaque semaine	Insuffisance des moyens financiers	Mise en place d'un complexe de couture, coiffure et teinture
ASC "Jokko" créée en 1994 dispose d'un récépissé délivré par l'ODCAV	Sport Culture (en léthargie)	4 fois ¼ finaliste -Equipe des cadets vainqueur de la coupe zonale en 1996	Quêtes Quote-part (recette distribuée avec les matches après déduction de dépenses)	Manque de source de financement -Manque de matériels Absence de prise en charge médicale des joueurs -Absence de subvention municipale	-cyber-café aviculture Locale pour dispenser des cours de renforcement -garderie d'enfants -Siège social GIE multi-services (bâtiments, artisans, etc.)
Association des jeunes mareyeurs créée en 1999 25 membres dont 10 femmes et 15 hommes	-Commercialisation de produits halieutiques	-Contrat de travail avec ICAGEL, SENEMER et MEGEL	-Recettes générées par les activités	Activités gelées par manque de moyens	-piroque glacières camions frigorifiques fonds de roulement 3 stands au marchés du poisson

<p>Jokko et développement créé en 2002 Membres : 50 hommes et femmes</p>	<p>-Lutte contre l'in salubrité -Promouvoir d'insertion socio-économique des jeunes</p>	<p>Léthargie à cause du manque de partenaire</p>	<p>-Vente de cartes membres 200 F / unité</p>	<p>-Manque de financement</p>	<p>-cyber-café -transformation céréalière aviculture</p>
<p>SOS Handicap, Insertion créé en Avril 2001. Membres : 30 dont 6 handicapés visuels et 24 moteurs</p>	<p>Promouvoir l'insertion des handicapés dans le secteur productifs</p>	<p>-Journées réflexion janvier 2003 -Une émission à la radio Oxy Jeune en formation en leadership août 2003 -Formation dactylographie</p>	<p>-Cotisation 100 F / mois -Partenariat avec jeunesse et éclairés et développement des élaireuses du Sénégal -Affiliation à l'Association nationale cellule élaboration et appui aux projets des personnes handicapées</p>	<p>-Manque de financement et de stage d'insertion professionnelle</p>	<p>Télécentre -boutique -centre polyvalent -lutte contre la mendicité</p>
<p>Compagnie culturelle créée en 1999 pular 30 membres reconnaissance en cours</p>	<p>Alphabétisation 30 femmes / an durant 4 ans Musique Théâtre (sensibilisation sur les droits de l'homme IST / Sida)</p>	<p>-2 cassettes au niveau du marché international, (USA, Italie, Allemagne) vendue à 800.000 F CFA au producteur</p>	<p>Recettes générées par les activités</p>	<p>Manque de source de financement</p>	<p>-auto-financement pour pouvoir bénéficier des recettes générées par notre activité</p>

Source : Enquête sur le terrain

IX-/ ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

9-1/ Organisation sociale

Le pouvoir de décision est entre les mains du chef de quartier qui s'appuie sur un conseil de notables pour arbitrer les conflits. Cependant, en raison de son état de santé précaire (paralysie et aveugle), il a délégué une partie importante de ses prérogatives au conseil des notables et à l'imam. Les femmes qui n'ont pas accès à cette instance de décision, ne font qu'entériner ce qui a été retenu par ce comité restreint. Cependant, elles ont droit à la parole et expriment librement leur opinion lors de séances de mobilisation sociale.

Le leadership local au niveau de la jeunesse est incarné par un certain Ahmed Diouf. Ce dernier bénéficie de toute la confiance du délégué de quartier qu'il représente à la plupart des manifestations.

Par ailleurs, on note une très forte cohésion sociale au niveau du quartier et les organisations communautaires de base entretiennent de très bons rapports entre elles et sont habituées à travailler pour l'intérêt général du quartier.

9-2/ Analyse institutionnelle

Le tissu associatif n'est pas très dense au niveau du quartier de Thiaroye Kao 3. Les organisations communautaires de base sont essentiellement composées de *mbotaye* et de quelques GIE et de deux associations. Le tableau 1 ci-après présente les caractéristiques des OCB du quartier.

Les OCB de Thiaroye Kao 3 sont marquées par le manque de reconnaissance juridique, seul SOS Handicap dispose d'un statut juridique. Cependant, au cours des EPP, les populations ont pris conscience de l'importance des statuts et s'attèlent à la reconnaissance de leurs OCB.

X-/ PAUVRETE

10-1/ Perception de la pauvreté en fonction des groupes cibles

10-1-1/ Les hommes

Les hommes perçoivent la pauvreté comme un manque d'accès à des soins de santé de qualité faute de ressources financières. La pauvreté est aussi perçue à travers une sous-alimentation, une insuffisance de revenu pour assurer les frais scolaires des enfants, une inaptitude à dispenser une bonne éducation à ses enfants. Selon eux, " *Le pauvre manque d'autorité sur sa famille, il manque d'assurance et ne prend jamais la parole en public*".

Selon un notable, " *Le pauvre manque de crédibilité et sa parole est toujours mise en doute ; et il ne peut contracter de dettes car il est considéré comme insolvable*".

10-1-2/ Les jeunes

Les jeunes perçoivent la pauvreté comme un état de manque :

- manque de moyens financiers pour assurer une alimentation en quantité et en qualité ;
- manque de moyen pour une prise en charge des frais scolaires durant tout le cycle scolaire ;
- *“ Le pauvre est vulnérable à la maladie, ainsi même la maladie la plus bénigne peut occasionner son décès, car son système de défense immunitaire est fragile du fait qu’il n’a pas une bonne alimentation et ensuite il n’a aucun moyen pour assurer sa prise en charge sanitaire ”.*

Un jeune nommé Ahmed témoigne : *“ Récemment, un vieux est venu me solliciter et il m’a fait une confiance comme quoi il est malade et l’infirmier lui a interdit de jeûner, mais il est obligé de jeûner car il n’a pas les moyens de prendre en charge sa maladie. Et je suis sûr et certain que beaucoup de personnes vivent la même situation dans notre quartier ”.* Un autre d’ajouter *“ Ma femme vient de mettre au monde un bébé. Elle est actuellement à la maternité et doit y séjourner au moins 3 jours. Je n’ai aucun moyen financier pour l’assister dignement. C’est ma mère et quelques bonnes connaissances qui sont entrain de m’aider pour la prise en charge des soins médicaux. C’est une situation très déplorable à mon niveau, mais que puis-je faire ? Ça fait un long moment que je suis au chômage ”.*

Un autre jeune nommé Arona Ba renchérit : *“ Voilà 10 ans que nous avons créé notre ASC, mais on est toujours éliminé en ¼ de finale, car nous n’avons pas les moyens d’assurer une prise en charge des frais de regroupement des joueurs. On fait recours à des quêtes de porte à porte pour assurer le déjeuner de nos joueurs. Par conséquent, il ne faut pas vous fier aux apparences, c’est à dire aux bâtiments et au mobilier ; la pauvreté est un problème plus profond ; c’est l’accès à la nourriture, à la santé et à des loisirs sains ”.*

10-1-3/ Les femmes

Les femmes perçoivent la pauvreté comme un manque d’accès à des soins de santé à cause de la cherté des médicaments, une insuffisance de revenus pour assurer une bonne alimentation des enfants. *“ En effet, ce sont les femmes qui assurent la presque totalité des charges du ménage. Même si le mari travaille, ce qu’il donne ne couvre pas le 1/3 de la dépense quotidienne ”.*

Une femme d’ajouter *“ La déperdition scolaire des jeunes filles s’explique car elles nous remplacent pour les travaux domestiques pendant que nous nous occupons de nos activités génératrices de revenus. ”* Les femmes perçoivent aussi la pauvreté comme un manque d’accès au crédit, et à un cadre de vie sain à cause de l’inexistence d’un système d’évacuation des eaux usées.

10-2/ Classification socio-économique

De ces différentes définitions, témoignages et perceptions des groupes cibles, il ressort que le manque d’accès aux soins de santé, à une alimentation de qualité, à l’éducation faute de moyens financiers apparaissent comme les principaux critères d’identification du pauvre et de caractérisation de la pauvreté. A partir de cette conception, les populations classifient les ménages en 4 catégories comme indiquées au tableau 2 suivant :

Tableau n° 4: Classification socio-économique des ménages

Catégories	Nbre de ménages	Pourcentage	Caractéristiques
Riches	2	2	-assurent les 3 repas par jour -disposent d'un habitat décent avec des équipements électroménager -ont accès à la téléphonie fixe -peuvent assurer tous les frais médicaux -ont une source de revenus stable et des revenus de transfert
Moyens	2	2	-ont accès à l'eau et à l'électricité -assurent 3 repas par jour -ont des revenus stables
Pauvres	43	45	-ont des revenus très irrégulier -la plupart n'ont pas accès à l'eau courante -les enfants sont victimes de la déperdition scolaire -achètent très rarement les ordonnances -assurent très rarement 2 repas / jour
Très pauvres	47	51	-ne vivent que de maigres revenus générés par le petit commerce des femmes -n'ont pas accès à l'eau courante et sont souvent privés d'électricité -n'assurent qu'un repas / jour -taux d'analphabétisation élevé chez les enfants

Source : EPP – APAPS, 2003

Les résultats de la classification socio-économique montre que la pauvreté est entrain de prendre des proportions inquiétantes au niveau du quartier. En effet, 96% des ménages sont pauvres et sont confrontés à de sérieux problèmes de survie. Par ailleurs, les ménages très pauvres qui représentent 51% de l'ensemble des ménages sont considérés comme les plus vulnérables car n'ayant pas accès aux services sociaux de base (eau, électricité, soins de santé, etc.).

10-3/Analyses des causes et incidences de la pauvreté

L'EPP au niveau du quartier de Thiaroye Kao 3 a permis d'identifier 3 types de facteurs pour expliquer la pauvreté et la vulnérabilité : Il s'agit de facteurs sociaux, économiques et environnementaux. Ces facteurs interagissent au niveau individuel, au niveau ménage et à l'échelle communautaire comme indiqués ci-après :

10-3-1/Les facteurs sociaux

Au plan éducationnel, le quartier ne dispose pas de structures éducatives. Cependant, le taux brut de scolarisation est très élevé. Il est de l'ordre de 83% selon les données issues de l'enquête ménage. Ce taux dépasse de 9 points la moyenne nationale qui est de 74% selon les dernières statistiques. Cependant, ces chiffres cachent une réalité moins reluisante pour les élèves et les parents. En effet, l'école applique le système du double flux, ce qui entraîne une baisse sensible du niveau des élèves et un taux d'encadrement très faible avec un ratio de 1 maître pour 140 élèves. Avec le niveau de pauvreté des ménages, dû à la faiblesse des ressources financières, les élèves sont obligés de se partager un manuel pour 4 personnes. En effet, le 1/3 des ménages du quartier sont confrontés à de sérieux problèmes pour assurer les

besoins élémentaires de la famille ce qui les préoccupe plus que l'achat des fournitures scolaires.

Cette situation est à l'origine de la baisse du niveau des élèves qui une fois au stade de concours d'entrée en 6^e, éprouvent de sérieuses difficultés pour réussir en raison du caractère hautement sélectif de cet examen. Ceux qui ne réussissent pas, en particulier, les jeunes filles sont obligées de se recycler comme domestiques dans les quartiers centraux de Dakar, d'autres vendent du jus de fruit, de l'eau fraîche dans la rue en vue de contribuer à l'entretien de leur famille. Quant aux garçons, ils se réfugient pour la plupart dans le secteur informel (mécanique, maçonnerie, etc.).

L'autre difficulté majeure à laquelle sont confrontés les élèves et qui est surtout due à la pauvreté des ménages, est la sous-alimentation. En effet, l'école ne dispose pas d'une cantine scolaire. Ces enfants qui n'ont pas plus de 2 repas par jour ne peuvent pas être dans les dispositions de fournir de bons résultats scolaires. Par ailleurs, aucun élève ne bénéficie d'une assurance scolaire, alors que cela devrait être une règle en raison des dangers de la circulation routière auxquels les élèves sont exposés.

L'accès aux soins de santé se pose surtout en terme de coût des médicaments et de prise en charge médicale des malades. Les populations achètent très rarement les médicaments à cause du manque de moyens financiers. Le secrétaire général de l'ASC "Jokko" témoigne : *" Il y a 2 ans, un joueur de l'ASC est décédé faute de moyens financiers pour assurer la prise en charge de sa maladie. En dernier recours, on a fait des quêtes parmi les sociétaires du club et des bonnes volontés, mais avant l'aboutissement de cette initiative, il a succombé. En outre, on ne dispose même pas d'une boîte à pharmacie pour assurer les premiers soins aux footballeurs. A chaque match, les responsables de l'ODCA nous infligent des amendes pour cette raison. La caisse existe, mais elle est vide."*

La pauvreté fait que les populations avouent n'avoir recours à la médecine moderne qu'en dernier ressort. Ils pratiquent beaucoup plus l'automédication en achetant des "médicaments de la rue" comme le paracétamol, Ganidan, Tétracycline gélule. Ces médicaments de qualité douteuse sont vendus dans les boutiques, dans les étalages au marché de Ben Baraque à des prix très abordables. Ces produits pharmaceutiques (si on peut les appeler ainsi) proviennent de la Gambie et du Nigéria. Ils constituent des dangers potentiels car ne respectant pas les normes de conservation. De plus, ce sont des produits de contrebande et sont la plupart issus de la contrefaçon. L'efficacité de tels produits laisse à désirer. Cette situation sanitaire très préoccupante s'explique par d'une part par un manque de prise de conscience des dangers que représentent ces produits et d'autre part, par le manque de moyens financiers pour acheter les médicaments des officines privées qui sont à des coûts très prohibitifs. Par ailleurs, les populations ont aussi recours à la médecine traditionnelle. En effet, on a relevé la présence de 7 guérisseurs ou tradipraticiens. Les enquêtes ménages ont révélé que 15% de la population ont recours à ce type de traitement.

L'accès à l'eau potable constitue aussi un problème car si 62% des ménages ont accès à l'eau courante et 15% ont recours aux puits protégés, en revanche, la qualité de l'eau est douteuse. En effet, selon un étudiant résidant dans le quartier, la chaire UNESCO avait procédé à une analyse micro-bactériologique sur 21 puits échantillonnés dans 14 quartiers de Yeumbeul. Les résultats ont révélé un taux de nitrate dépassant très largement la norme OMS (50 g / litre). Cet état de fait a des répercussions négatives sur la santé des populations déjà

précaires, avec comme corollaire une augmentation des dépenses en soins de santé ce qui accroît davantage la pauvreté des ménages.

La sous-alimentation est réelle au niveau du quartier avec un taux de malnutrition de 12% chez les enfants de 0 à 5 ans. De plus, les femmes enceintes ne suivent aucun régime spécifique, ce qui explique que la santé maternelle et infantile soit très précaire au niveau du quartier.

10-3-2/Les facteurs économiques

L'accès à l'emploi constitue un réel problème pour les jeunes du quartier. Cette couche sociale qui représente 48% de la population est confrontée à un chômage chronique. La majorité des ménages sont dirigés par des vieux retraités qui assurent la dépense quotidienne. En outre, l'enquête ménage a révélé que 46% des ménages sont dirigés par les femmes qui assurent pratiquement toutes les charges du ménage. Les jeunes manquent de débouchés alors que cette frange importante de la population devait prendre la relève des parents. Mais à l'évidence, on se rend compte que dans chaque ménage, il n'y a au plus qu'un actif occupé. En somme au niveau du quartier, un certain nombre de critères agissent sur l'acuité de la pauvreté : l'augmentation de la taille des ménages (12 personnes en moyenne due au taux de fécondité très élevé combiné à une forte natalité), le nombre élevé de ménages dirigés par les femmes (46%), l'absence ou l'insuffisance de revenu et l'accès aux services sociaux de base.

En effet, le revenu monétaire moyen par tête et par an est estimé à 132.180 FCFA pour une dépense moyenne pour l'alimentation par tête et par jour de 225 FCFA (source enquête ménages). Ce qui corrobore les données de la classification économique en ce sens que près d'un tiers de la population du quartier vit avec moins d'un dollar par jour (600 FCFA), ce chiffre étant considéré comme le seuil de pauvreté par le PNUD.

On rencontre dans le quartier des diplômés chômeurs au nombre de 4 avec un licencié en anglais, un titulaire d'un DEA en biologie, un pharmacien et un titulaire d'un DEUG en géographie.

Les jeunes qui n'ont pas eu la chance de percer dans le circuit académique sont en proie au chômage déguisé et s'investissent dans la maçonnerie, la mécanique, la vente de fripe, mais aussi du " *boudiou man* " ou activité de récupération des objets dans la poubelle en vue d'un recyclage. Ce sont au moins 7 jeunes qui se livrent à cette activité.

10-3-3/Les facteurs environnementaux

Le manque de système d'assainissement au niveau du quartier constitue un facteur aggravant de la pauvreté. En effet, la quasi-totalité des ménages utilisent les fosses septiques comme moyen d'évacuation des excréments. Ces fosses sont vidées dans les conditions très précaires. Les populations ont recours aux services des éboueurs qui creusent des trous dans la rue pour vider les fosses. La situation de pauvreté n'est pas étrangère à ces pratiques. Car seule une infime partie des ménages qui ont des revenus assez substantiels peuvent utiliser les services du camion de vidange dont le coût est estimée à 20.000 FCFA. Face à cette situation, les ménages pauvres qui représentent 96% jugent plus pratique de vider leurs fosses dans la rue en ayant recours aux éboueurs ou à la main d'œuvre interne sans bourse délier. En outre,

les populations n'ont pas les moyens financiers pour construire leurs propres puisards dont le coût est jugé très prohibitif.

Abstraction faite du manque de moyens financiers pour expliquer cette situation alarmante, il n'en demeure pas moins que certaines catégories de populations manquent de civisme et de conscience citoyenne, sinon comment expliquer que certains ménages profitent de la pluie pour vider leurs fosses septiques dans la rue en utilisant quelques fois du pétrole pour atténuer les odeurs nauséabondes. Ce qui témoigne d'un mépris total des conditions élémentaires d'hygiène publique mais aussi des répercussions négatives que cela peut avoir sur le voisinage.

10-4/Analyse des contraintes et besoins des groupes cibles

10-4-1/Les hommes

Tableau n°5: Les contraintes et besoins des hommes

Priorités	Contraintes	Causes	Besoins
1	Insalubrité	-eaux usées jetées dans la rue -fosses septiques vidées de manière -sommaire	-construction de puisards
2	Qualité douteuse de l'eau	-l'usine des eaux ne pompe pas la bonne nappe	-purification de l'eau du robinet
3	Insécurité	-défaut d'éclairage public	-extension du réseau d'éclairage public
4	enclavement	-délabrement des infrastructures	-réfection et construction des routes pour faciliter la desserte du quartier

Source : EPP – APAPS, 2003

Les hommes ont soulevé comme contrainte majeure l'état d'insalubrité du quartier dû au manque de système d'évacuation des eaux usées et des excréta. C'est ainsi la quasi-totalité des ménages utilisent les ruelles très étroites pour déverser les eaux usées. La qualité douteuse de l'eau du robinet ainsi que le manque d'éclairage public, de même que l'inexistence d'infrastructures viables constituent les principales contraintes qui selon eux confortent le quartier dans sa situation de précarité.

10-4-2/ Les jeunes

Tableau n°6 : Contraintes et besoins chez les jeunes

Priorités	Contraintes	Causes	Besoins
1	Chômage	-saturation du marché de l'emploi -manque de débouchés	-financement des GIE et association des jeunes dans les micro-projets
2	Accès aux soins de santé	-cherté des médicaments -manque de moyens d'évacuation -manque de moyens financiers	-plus grand accès au médicaments génériques -ambulance pour le poste de santé
3	Accès à l'éducation	-effectifs pléthoriques -insuffisance de classes -pas de centre de formation professionnelle	-construction de nouvelles salles de classes -mise en place d'un centre de formation professionnelle
4	insalubrité	-manque de système d'assainissement -les eaux usées déversées dans la rue	-construction de puisards

Source : EPP – APAPS, 2003

Les jeunes ont soulevé comme contrainte majeure le chômage dont ils sont victimes et qui les handicapent dans leur insertion sociale. Ce chômage est en grande partie dû au manque de débouchés, à la saturation du marché de l'emploi. L'autre contrainte est relative aux difficultés d'accès aux soins de santé, dues d'une part à la cherté des médicaments et d'autre part à l'insuffisance des infrastructures sanitaires existantes.

Les difficultés d'accès à l'éducation sont aussi soulignées comme une entrave à leur plein épanouissement. En effet, les structures éducatives qui polarisent le quartier ont largement dépassé leur capacité d'accueil alors que l'application du système du double-flux engendre une baisse du niveau des élèves. Le manque de système d'assainissement viable fait que le quartier connaît une insalubrité préjudiciable à la santé des populations.

10-4-2/Les femmes

Tableau n°7 : Contraintes et besoins des femmes

Priorités	Contraintes	Causes	Besoins
1	-difficultés d'accès aux sources de financement	-manque de garantie -taux d'intérêt élevés -délais de remboursement très court	-baisse des taux d'intérêts -financement AGR à travers les OCB
2	-accès aux soins de santé	-cherté des médicaments -manque de moyens financiers	-accès plus facile aux médicaments "IB" -dotation de moustiquaires imprégnés
3	-insalubrité	-eaux usées dans la rue	-construction de puisards
4	-accès à l'éducation	-inexistence d'une école publique dans le quartier -manque de moyens pour l'achat des manuels	-dotation gratuite de manuels scolaires -construction d'une école ou d'une garderie

Source : EPP – APAPS, 2003

Les femmes ont soulevé comme contrainte majeure leur non accès à des sources de financement décentralisées qui puissent leur permettre de diversifier leurs sources de revenus dans des secteurs comme l'aviculture, le commerce d'import (Mauritanie, Gambie), etc. Le manque d'accès aux soins de santé à cause du coût élevé des médicaments ainsi que l'inexistence d'un système d'évacuation des excréta constituent une menace pour la santé des populations. Les femmes ont aussi déploré le manque de structure éducative dans le quartier ainsi que la cherté des fournitures scolaires. Ces 2 facteurs contribuent selon elles à la baisse du niveau des élèves et engendre les déperditions scolaires.

10-5/Les groupes vulnérables

Tableau n°8: Contraintes et besoins des groupes vulnérables

Priorités	Catégories	Contraintes	Causes	Besoins
1	Très pauvres	-accès à l'eau et à l'électricité -scolarisation des enfants -accès aux soins de santé	-manque de moyens financiers -chômage des jeunes -cherté des frais de scolarité -cherté des médicaments	-branchements sociaux (eau et électricité) -fournitures gratuites -faciliter l'accès aux médicaments
2	Veuves	-accès aux sources de financement -faiblesse des moyens financiers	-capacité d'épargne quasi-nul -chômage des jeunes	-accès aux SFD -financement des projets de jeunes
3	Handicapés	-manque de formation non accès au source de financement	-manque de partenaires -faiblesse des moyens financiers	-financement projet aviculture, boutiques, télécentre, -formation professionnelle

Source : EPP – APAPS, 2003

La vulnérabilité pouvant être définie comme étant un état de dénuement qui procède de l'absence ou de la faiblesse de revenus et de ressources mais aussi de capacité permettant à l'individu de faire face à ses besoins :

Compris dans un tel sens, les groupes vulnérables identifiés au niveau du quartier sont composé ainsi :

- les femmes veuves au nombre de 7 ;
- les ménages très pauvres au nombre de 47 ;
- les handicapés physiques regroupés au sein de leur association SOS Handicapés dirigé par Abdou Cogna Diop. Cette association est composée de 30 membres dont 6 handicapés visuels et 24 handicapés moteurs. Cependant, elle recèle des qualifications professionnelles telles que des tailleurs, des cordonniers, d'un comptable, d'une coiffeuse (tresses), d'un professeur à l'ACAPES, etc. L'association ambitionne de mettre en place un télécentre et une boutique communautaire. Mais, elle est confrontée à un manque de source de financement. Cependant, elle a eu à recevoir un appui financier de 60.000 FCFA de la part de EDEES (Jeunesse et Développement des Eclaireurs et Eclaireuses du Sénégal). C'était en août 2003 à l'occasion d'un séminaire qu'elle avait organisé sur " *Le leadership*". Il a eu aussi à recevoir des moustiquaires imprégnées de la part des autorités du Ministère de la Santé de même qu'un don de riz du Ministère du Développement social. Par ailleurs, elle a une émission qui passe chaque quinzaine sur les ondes de la radio Oxy-Jeunes. Le jour de diffusion est le mercredi entre 16 h et 17 h. L'émission s'appelle : Le journal des Handicapés.

Nous avons tenu à avoir le témoignage de leur président pour savoir comment il vit son handicap : " *Avant, je voyais, j'ai fait des études secondaires jusqu'en classe de 4^e. Puis, je me suis lancé dans la plomberie. C'est vers 1994 - 1995 que mes yeux ont commencé à avoir de sérieux problèmes. Pourtant, je faisais partie de l'équipe dirigeante de l'ASC et j'étais promu à une belle carrière avec le football car on envisageait pour moi d'intégrer l'équipe de l'US Gorée. Mais hélas, la cécité a fait son œuvre. Actuellement, je suis marié et père de 5 enfants. Côté formation, j'ai fait de l'alphabétisation, gestion de projet et braille. Celui qui m'a d'ailleurs formé en braille est mort lors du naufrage du bateau " le Joola". Actuellement, pour nourrir ma famille, je fais du commerce de thé. J'achète une caisse à 9.000 FCFA qui sera conditionné au détail. J'essaie de placer la marchandise auprès de mes connaissances à crédit ou comptant. Certains achètent même pour me manifester leur soutien moral. Si les choses marchent bien, je peux écouler le produit en 4 jours avec un bénéfice de 5.000 FCFA. Présentement, l'activité est déficitaire car j'ai englouti tout le capital dans l'achat des fournitures scolaires de mes enfants avec la rentrée des classes."*

Nous avons aussi recueilli le témoignage d'une veuve nommée Khady Gueye : " *Je suis veuve. J'ai 8 enfants dont 7 avec mon défunt mari. Le plus âgé a 15 ans et le plus jeune 8 ans. Après la mort de mon mari, ses parents ont vendu la maison. Au mois du Ramadan dernier (2002), ma famille et moi ont été expulsées. J'ai été hébergé par mes voisins. Je passe la journée chez une voisine avec mes enfants. Quelques fois, on mange avec notre famille d'accueil et quelques fois quand on a de l'argent, je prépare à manger. Notre famille d'accueil a de modestes moyens. La nuit, mes enfants se dispersent chez les autres voisins et je passe la nuit chez ma sœur. Elle ne dispose que d'une seule chambre pour elle et ses enfants. Je n'ai pas les moyens de louer. Je ne travaille plus. J'ai une fille qui travaille comme domestique. Avant notre expulsion, je travaillais comme lingère, maintenant je fais plus rien. Il faut que je surveille mes enfants. Je ne peux pas les laisser faire ce qu'ils veulent.*

Nous sommes hébergés. Récemment, ma fille aînée est tombée malade, elle a des problèmes d'étouffements. La période de son hospitalisation celle qui travaillait comme domestique est restée à la maison pour s'occuper des enfants. Présentement, nous n'avons aucune source de revenus. Il y a 3 jours que je n'ai pas préparé de repas par manque de moyens. Au début, j'avais contacté un avocat qui m'a demandé beaucoup plus que je ne pouvais payer. Cependant, j'ai été contactée par Maître Masokhna Kane qui a pris en charge bénévolement le dossier. Et en attendant, ma famille et moi sombrons dans l'extrême pauvreté. J'aurais voulu un petit financement pour placer une étale devant la maison et me procurer quelques revenus. J'aimerais également qu'on m'aide en vivres car je n'ai même pas de quoi couper mon jeun d'aujourd'hui''.

XI-/ PRIORITES ET ORIENTATIONS DE DEVELOPPEMENT

11-1/ Atouts et potentialités du quartier

Le quartier dispose d'un certain nombre d'atouts et potentialités sur lesquels toute stratégie de réduction de la pauvreté pour atteindre ses objectifs devrait pouvoir s'y appuyer :

- la jeunesse du quartier est très dynamique. En effet, ils ont créé des OCB en vue d'élargir les perspectives d'insertion des jeunes dans le tissu économique, mais ils sont confrontés à un manque de source de financement ;
- les femmes sont très actives dans le petit commerce et parviennent tant bien que mal à assurer les charges du ménage avec leurs modestes revenus. Cependant, elles sont confrontées à un manque de formation et de sources de financement ;
- le nombre assez élevé de diplômés chômeurs avec des qualifications diverses, sont un capital énorme car constituant des ressources humaines. En outre, le taux brut de scolarisation du quartier est supérieur à la moyenne nationale ; ce qui témoigne de l'importance accordée à l'éducation par les parents d'élèves malgré la modestie de leurs moyens.

11-2/ Lutte contre la pauvreté : Perspectives et orientations

Vu la baisse sensible des revenus des populations du quartier, la stratégie de création de richesse pour lutter contre la pauvreté va reposer sur les OCB. Il s'agira de procéder au préalable à un renforcement des capacités dans le domaine de la gestion des AGR et leur doter de financements conséquents en vue d'une meilleure insertion des femmes et des jeunes dans le tissu économique par l'auto-emploi. Car dans le contexte actuel, *" l'emploi n'est plus donné, mais il est créé "*.

Sur le plan sanitaire, il serait nécessaire de promouvoir une approche qui miserait beaucoup plus sur la prévention que sur les soins curatifs qui grèvent les budgets déjà très maigres des ménages. Pour cela, il urge de mener une campagne de nivaquinisation et de chloroquinisation avec surtout comme cible les enfants et les femmes enceintes à l'approche de l'hivernage. Ces actions devront être complétées par une politique de diffusion de moustiquaires imprégnées pour lutter contre le paludisme qui constitue 82% des motifs de consultation et une politique plus hardie d'accès aux médicaments génériques pour les couches sociales très démunies.

L'accès à l'eau potable devrait être une priorité surtout pour les ménages pauvres qui n'ont pas accès à l'eau courante et qui ont recours aux puits dont la qualité de l'eau est très suspecte.

L'insalubrité qui règne dans le quartier à cause de l'inexistence d'un système d'évacuation des eaux usées devrait trouver une solution par la construction de puisards avec la participation des populations

Pour renforcer les acquis sur le plan scolaire, il s'agira de doter l'école qui polarise le quartier d'une cantine scolaire et de fournitures gratuites, et en même temps tendre vers une disparition du système du double - flux dans le court terme par l'augmentation des capacités d'accueil de l'école (construction de nouvelles salles de classe et une dotation suffisante en personnel enseignant pour relever le taux d'encadrement.

Les groupes vulnérables méritent une attention particulière. Ainsi, les handicapés regroupés au sein de SOS Handicap devraient bénéficier d'une formation (en braille, aviculture, etc.) et de financement pour des activités génératrices de revenus. Ce qui leur permettra de transcender leur handicap et d'acquérir une identité sociale valorisante au lieu de tomber dans une tendance à la marginalisation et à l'isolement.

ANNEXES

ANNEXE I

EQUIPE TECHNIQUE DE REALISATION DE L'EPP Région de Dakar / CA de Yeumbeul Sud

I - Conception et encadrement

Abdoulaye M. TALL	: Aménagiste-démographe, Coordinateur de l'Etude
Dr Cheikh Tidiane BA	: Sociologue, Expert en Analyses Qualitatives de la Pauvreté
Pr Abdoulaye Bara DIOP	: Sociologue, Spécialiste en édition
Marième DIOP	: Sociologue, Spécialiste en Genre/Développement et SFD
Dr Ibrahima Lamine DIOP	: Démographe, Statisticien, Spécialiste en gestion de bases de données
Dr Ousmane DIA	: Spécialiste en Communication, formateur en MARP

II - Collecte et rédaction pré-rapport :

Lamine SOW	: Travailleur Social, Chef d'équipe
Ngatté DIOP	: Travailleuse sociale, enquêtrice volet quantitatif
Ndèye Fatou SOUMARE	: Travailleuse sociale, enquêtrice volet quantitatif
Absoulaye MBACKE	: Traducteur Interprète, enquêteur volet quantitatif

III - Appui technique

Awa DIALLO	: Secrétaire-informaticienne
Abdallah FALL	: Statisticien cartographe
Makhtar DIOP	: Géographe, Assistant de programme
Macodou DIAW	: Economiste, Logisticien
Mbène NDIAYE	: Secrétaire de Direction

ANNEXE II

Assemblée de quartier

N°	Prénoms	Nom	Fonction
1.	Oumar	Ba	Artiste
2.	Mohamed	Diouf	Archiviste
3.	Mamadou	Fall	Maçon
4.	Sadou	Danfakha	Agent de sécurité
5.	Bara	Gaye	Etudiant
6.	Moussa	Diallo	Tailleur
7.	Ibrahima	Diémé	Elève
8.	Guirane	Ngom	Elève
9.	Ibrahima	Ndiaye	Frigoriste
10.	Mansor	Gaye	Mareyeur
11.	Thierno	Mbongué	Maçon
12.	Mansour	Mbengue	Maçon
13.	Médoune	Fall	Hotelier
14.	Amy	Diouf 1	Commerce
15.	Rama	Mal	Couturière
16.	Oulimata	Mbaye	Commerce
17.	Mame Diarra	Ndour	Commerce
18.	Caroline	Sarr	Commerce
19.	Amy	Diouf 2	Commerce
20.	Khady	Thiam	Photographe
21.	Rougui	Diallo	Commerce
22.	Téning	Sène	Ménagère
23.	Fambaye	Seck	Commerce
24.	Oumou	Ba	"
25.	Khady	Niang	Commerce
26.	Mariane	Dieng	Commerce
27.	Saly	Sarr	Commerce
28.	Diarra	Ndao	Ménagère
29.	Ngayta	Ladiane	Ménagère
30.	Fallou	Dieng	Commerce
31.	Fatou Bintou	Dieng	"
32.	Aissatou	Diome	"
33.	Félicia	Bodian	"
34.	Yacine	Seck	Ménagère
35.	Kadiatou	Coulibaly	Ménagère
36.	Seynabou	Kairé	Commerce
37.	Fatou	Ndiaye	"
38.	Ndiollé	Seck	"
39.	Adama	Diop	"
40.	Fatou	Diong	"
41.	Maïmouna	Fall	Superviseur /formateur en alphabétisation
42.	El Hadji Hamidou Ba	Forgeron	
43.	Alé Cagna	Diop	Gestionnaire de projet
44.	Moussa	Thiam	Chauffeur
45.	Pape	Fall	Artiste
46.	Mamadou Moustapha	Sociologue	
47.	Ibrahima	Ba	Artiste
48.	Abidine	Diop	Commerçant
49.	Abou	Ba	Commerçant
50.	Sokhna	Dieye	Commerce
51.	Ndeye	Diop	"
52.	Ngoné	Ndiaye	"
53.	Maty	Sylla	"
54.	Khady	Ndiaye	"
55.	Mame Bousso	Sylla	"

56.	Coumba	Diallo	“
57.	Aby	Ndoye	“
58.	Coumba	Gueye	“
59.	Astou	Niakasso	Ménagère
60.	Maty	Cissé	Commerce
61.	Awa	Diop	“
62.	Fatou	Fall	“”
63.	Ngité	Ndiaye	“
64.	Anta	Mbaye	“
65.	Ndeye	Mbaye	“
66.	Ndeye Fatou	Gueye	“
67.	Ndeye Thioro	Ndiaye	“
68.	Magou	Gueye	“
69.	Diaguere	Gueye	Ménagère
70.	Fatou	Niagne	Ménagère
71.	Fatou	Niane	Commerçante
72.	Coumba	Seck	Commerce
73.	Khady	Kane	“
74.	Maïmouna	Diouf	Ménagère
75.	Abdou	Fail	Tailleur
76.	Abou	Ba	Commerçant
77.	Alioune	Fall	Menuisier alimunuim

REPUBLIQUE DU SENEGAL
UN PEUPLE – UN BUT – UNE FOI

AGENCE DU FONDS DE DEVELOPPEMENT SOCIAL



GRILLE D'EVALUATION VILLAGE/QUARTIER

REGION. : DAKAR

DEPARTEMENT : PIKINE

ARRONDISSEMENT : DES NIAYES

COMMUNE D'ARRONDISSEMENT : YEUMBEUL SUD

QUARTIER : THIAROYE KAO 3 A

Observations :
.....
.....
.....

Période de collecte des informations : du 29/10/ 03 au 30/10 03

Incidence de la pauvreté

Variables	Valeur/Modalité	Codes à utiliser
Pourcentage de ménages pauvres	96 %	Données RGPH3

Equipement scolaire

Variables	Valeur/Modalité	Codes à utiliser
Distance d'accès à l'école en Km la plus fréquentée	1,5	En Km
Durée de marche	20	En minutes
Nombre de salles de classe	12	999= Ne sait pas (NSP)
Etat des salles de classe	2	1= Bon 2= Acceptable 3= Mauvais 4= Autre 9= NSP
Etat des tables/bancs	2	1= Bon 2= Acceptable 3= Mauvais 4= Autre 9= NSP
Nombre d'élèves pour un manuel	04	
Existence des latrines	1	1= Oui 2= Non 3=Autre 9= NSP
Existence d'une source d'eau potable dans l'école	1	1= Oui 2= Non 3=Autre 9= NSP
Existence de clôture	1	1= Oui 2= Non 3=Autre 9= NSP
Logement pour le directeur	2	1= Oui 2= Non 3=Autre 9= NSP
Cantine scolaire fonctionnelle	2	1= Oui 2= Non 3=Autre 9= NSP
Nombre de maîtres/maîtresses	12	99 = Ne s'applique pas
Nombre d'élèves garçons	875	999 = Ne s'applique pas
Nombre d'élèves filles	795	
Type d'organisation horaire	2	1= Conventionnel 2= Double flux 3= Multigrade 4= Autre 9= NSP
Type d'organisation de l'école (à cycle complet ou partiel)	1	1= Complet 2= Partiel 3= Autre 9= Autre
Existence d'une association de parents d'élèves	1	1= Oui 2= Non 3=Autre 9= NSP
Satisfaction des parents vis à vis de l'école	2	1= Satisfait 2= Non satisfait 3= Autre 9= NSP
Taux de scolarisation des filles	78 %	Pourcentage (données échantillon)
Taux de scolarisation de garçons	92 %	Pourcentage (données échantillon)
Taux d'inscription des filles à l'école	100 %	Pourcentage (données échantillon)
Taux d'inscription des garçons à l'école	00 %	Pourcentage (données échantillon)
Taux d'abandon des garçons	00 %	Pourcentage (données échantillon)
Taux d'abandon des filles	00 %	Pourcentage (données échantillon)
Niveau d'utilisation des capacités d'accueil des classes (la première année)	100 %	Pourcentage (donnée échantillon)

Alphabétisation

Variables	Valeur/Modalité	Codes à utiliser
Proportion d'adultes scolarisés	48 %	Donnée échantillon
Taux d'alphabétisation des femmes	43 %	Donnée échantillon
Taux d'alphabétisation des hommes	78 %	Donnée échantillon

Equipements de santé

Variables	Valeur/Modalité	Codes à utiliser
Distance d'accès à la structure de santé la plus fréquentée	02	En Km
Nature de la structure	1	1= Poste de santé 2= Centre de santé 3= Case de santé 4= Autres à préciser
Etat de l'infrastructure de santé	1	1= Bon 2= Acceptable 3= Mauvais 9= NSP
Distance d'accès à une maternité	03	Km
Nombre d'infirmiers	01	
Nombre de sages femmes	01	
Nombre de matrones	00	
Disponibilité des médicaments	1	1= Disponible 2= Pas disponible 3= Autre 9= NSP
Moyens d'évacuation dominant pour l'infrastructure sanitaire	2	1= Charrette 2= Véhicule 3= Vélo 4= Marche 5= Autre/néant 9= NSP
Nombre de villages polarisés par l'infrastructure	3	
Proportion de malades traités dans une formation sanitaire	100 %	Données échantillon
Proportion de femmes enceintes ayant effectué une consultation prénatale	100 %	Donnée échantillon
Nombre moyen de cas de paludisme déclarés	05	Donnée échantillon
Nombre moyen de décès dus au paludisme	00	Donnée échantillon
Nombre moyen de décès de femmes dus à un accouchement	00	Données échantillon
Proportion d'accouchements assistés	100 %	Données échantillon
Proportion de femmes ayant accouché au cours des 12 derniers mois et ayant effectué une consultation post natale	50 %	Données échantillon
Nombre moyen d'enfants malnutris	12	Données échantillon
Proportion d'enfants vaccinés dans le village	100 %	Données échantillon
Nombre moyen d'enfants de moins de 6 ans décédés au cours des 12 derniers mois	00	Données échantillon
Satisfaction des populations vis à vis des services de santé	1	1= Satisfait 2= Non satisfait 3= Autre 9= NSP

MST

Variables	Valeur/Modalité	Codes à utiliser		
Connaissance des méthodes contraceptives	2	1= Bonne 4= Pas connues	2= Moyenne 5= Autre	3= Peu connues 9= NSP
Utilisation des méthodes contraceptives	2	1= Bonne 4= Pas connues	2= Moyenne 5= Autre	3= Peu connues 9= NSP
Connaissance du SIDA et des maladies sexuellement transmissibles	2	1= Bonne 4= Pas connues	2= Moyenne 5= Autre	3= Peu connues 9= NSP
Connaissance des méthodes de prévention contre sida et MST	2	1= Bonne 4= Nulle	2= Moyenne 5= Autre	3= Faible 9= NSP

Systemes de financement décentralisé (SFD)

Variables	Valeur/Modalité	Codes à utiliser		
Distance d'accès à SFD	02	En Km		
Nature du SFD	2	1= ONG 3= Banque 5= Autre (GEC villageoise)	2= Mutuelle 4= Organisation non formelle	9= NSP
Nombre de crédits octroyés	03			
Proportion de femmes ayant bénéficié de crédits	0,7 %			
Conditions d'accès au crédit	2	1= Faciles	2= Difficiles	3= Autre 9= NSP

Service Agricole

Variables	Valeur/Modalité	Codes à utiliser			
Existence de terres propres à l'agriculture	2	1= Oui	2= Non	3= Autre	9= NSP
Approvisionnement en intrants agricoles	9	1= Bonne 4= Autre	2= Faible 9= NSP	3= Nulle	
Niveau d'équipement en matériel et outillage agricole	9	1= Très satisfaisant 3= Peu satisfaisant 5= Autre		2= Satisfaisant 4= Pas satisfaisant 9= NSP	
Types de culture dominant	9	1= Arachide 4= Niébé 7= Autre	2= Mil 5= Légumes	3= Maïs 6= Fruits 9= NSP	
Niveau d'équipement en matériel de transformation de produits agricoles	9	1= Très satisfaisant 3= Peu satisfaisant 5= Autre		2= Satisfaisant 4= Pas satisfaisant 9= NSP	

Accès à l'eau potable

Variables	Valeur/Modalité	Codes à utiliser	
Nombre de litres consommés par jour et par personne pour les besoins domestiques	26	En litre	
Proportion de ménages utilisant un puits forage	00 %	Données échantillon	
Proportion de ménages utilisant un puits protégé	15 %	Données échantillon	
Proportion de ménages utilisant un puits non protégé	00 %	Données échantillon	
Proportion de ménages utilisant un robinet public	23 %	Données échantillon	
Proportion de ménages utilisant un robinet intérieur	62 %	Données échantillon	
Proportion de ménages utilisant le fleuve	00 %	Données échantillon	

Organisations sociales

Variables	Valeur/Modalité	Codes à utiliser
Nombre de groupement de femmes	04	
Nombre d'association de jeunes	03	
Nombre de groupements mixtes	05	

Caractéristiques socio-démographiques des membres de la communauté

Variables	Valeur/Modalité	Codes à utiliser
Nombre d'habitants dans le village	1348	Données RGPH3
Nombre de ménages dans le village	168	Données RGPH3
Proportion de ménages dirigés par des femmes	46 %	Données échantillon
Proportion de femmes dans le village	47 %	Données échantillon
Proportion de jeunes (moins de 25 ans)	48 %	Données échantillon
Age moyen au premier mariage fille	20	Focus
Age moyen au premier mariage garçon	28	Focus
Ethnie dominante dans le village	1	1= Ouolof 2= Sérère 3= Pulhar 4= Mandingue 5= Diola 6= Soninké 7= Autres à préciser 9= NSP
Existence de groupes vulnérables / marginalisés	1	1= Oui 2= Non 3= Autre 9= NSP
- Femmes veuves	07	Indiquer pour chaque catégorie de groupe le nom du groupe et le nombre de personnes concernées
- Handicapés physiques	30	

Activités de production - emploi - revenus - dépenses

Variables	Valeur/Modalité	Codes à utiliser
Principale source de revenus des ménages	5	1= Agricole 2= Salaire 3= revenus de l'entreprise 4= Revenus de transfert 5= Autre (Commerce) 9= NSP
Revenu monétaire moyen par tête et par an	132180	En milliers de francs
Dépense moyenne pour l'alimentation par tête et par jour	225	En 1000 F CFA
Part de la consommation dans les dépenses quotidiennes	90%	Données échantillon
Produits d'autoconsommation des produits agricoles		
1= Arachide	999	999= NE S'APPLIQUE PAS
2= Céréales	999	999= NE S'APPLIQUE PAS
3= Autres (Pastèques)	999	999= NE S'APPLIQUE PAS
9= NSP		

Cadre de vie et habitat

Variables	Valeur/Modalité	Codes à utiliser
Proportion de logement en dur	100 %	Données échantillon
Nombre de personnes par pièce	02	Données échantillon
Proportion de logement en banco	00 %	Données échantillon
Proportion de logement en bois et en paille	00 %	Données échantillon
Proportion de locataires	08 %	Données échantillon
Proportion de propriétaires	85 %	Données échantillon
Pourcentage de latrines	08 %	Données échantillon
Pourcentage de fosses sceptiques	92 %	Données échantillon
Pourcentage d'utilisation de la nature	00 %	Données échantillon
Mode d'éclairage dominant	3	1= Lampe tempête 2= Bougie 3= Electricité 4= Autre à préciser 9= NSP
Electrification du village	1	1= Oui 2= Non 3= Autre 9= NSP

Environnement et cadre de vie

Variables	Valeur/Modalité	Codes à utiliser
Existence de forêt	2	1= Oui 2= Non 3= Autre 9= NSP
Existence de système de ramassage d'ordures	1	1= Oui 2= Non 3= Autre 9= NSP
Existence de système d'évacuation d'eaux usées	2	1= Oui 2= Non 3= Autre 9= NSP
Fleuve, cours d'eau	2	1= Oui 2= Non 3= Autre 9= NSP
Site touristique	2	1= Oui 2= Non 3= Autre 9= NSP
Lieu d'hébergement	2	1= Oui 2= Non 3= Autre 9= NSP

Marché et boutiques

Variables	Valeur/Modalité	Codes à utiliser
Distance d'accès à un marché quotidien	01	En Km
Nombre de boutique dans le village	15	
Existence de marché hebdomadaire	2	1= Oui 2= Non 3= Autre 9= NSP

Relations et dynamique économique

Variables	Valeur/Modalité	Codes à utiliser
Nombre de villages/quartiers polarisés	03	
Destination principale des habitants de la communauté	1	1= Urbaine 2= Rurale 3= Etrangère 4= Autre 9= NSP
Proportion de ménages bénéficiant de transferts monétaires	23 %	
Origine des transferts	3	1= Urbaine 2= Rurale 3= Etrangère 4= Autre 9= NSP

Communication

Variables	Valeur/Modalité	Codes à utiliser
Principal canal de communication	03	Radio
Principal support de communication	04	Emissions radio
Principale contrainte à la communication	04	Indisponibilité due au calendrier charge des femmes
Distance à une route bitumée	01	En Km
Distance à une route en latérite	00	En Km
Connexion au réseau téléphonique	1	1= Oui 2= Non 3= Autre 9= NSP
Temps d'accès à un transport collectif	10	En minutes
Temps d'accès à une localité urbaine	30	En minutes
Temps d'accès à un village centre	9	En minutes
Mode de transport le plus utilisé	4	1= Marche 2= Charrette 3= Vélo 4= Véhicule 5= Autre 9= NSP

Travaux domestiques

Variables	Valeur/Modalité	Codes à utiliser
Existence de moulin à mil	1	1= Oui 2= Non 3= Autre 9= NSP
Combustibles domestiques dominant pour la cuisson	3	1= Bois 2= Charbon 3= Gaz 4= Pétrole 5= Autre 9= NSP
Distance moyenne pour l'approvisionnement en combustibles	00	En kilomètres
Distance moyenne pour approvisionnement en eau	00	En kilomètres
Nombre d'heures de travail des femmes dans la journée	10	Heures